



CGT FINANCES PUBLIQUES

DISI PAYS DU CENTRE

ESI Clermont Guichard
ESI Clermont Parlette
ESI Limoges
ESI Nevers

VOUS AVEZ DIT DEMARCHE STRATEGIQUE ?

Vous avez tous reçu le mail de votre direction locale concernant la « démarche stratégique » avec la fiche d'expression des cadres et des agents à retourner très rapidement.

La CGT Finances Publiques DISI Pays du Centre vous communique son expression sur cette démarche de l'Administration et également les réponses que nous apportons à ce questionnaire :

"Comme l'a souhaité le directeur général, cette démarche est organisée sur la base de quelques principes simples : économie de moyens, association étroite du réseau, rigueur dans la méthode."

"Son processus d'élaboration s'appuie sur l'association la plus large de l'ensemble des personnels qui composent la DGFIP, c'est à dire de vous toutes et tous."

"Après une première séquence, qui s'est achevée en décembre, au cours de laquelle les responsables territoriaux et leurs équipes ont été plus particulièrement sollicités sur l'organisation et les structures, les méthodes de travail et les métiers, le directeur général a souhaité que la deuxième phase soit consacrée à la consultation des cadres et des agents." Voil实现 quelques extraits de la présentation de la démarche stratégique : pas franchement nouveau comme démarche !!! Ce n'est rien d'autre qu'un « remake en pire du DOS ». Officiellement réalisée pour améliorer les conditions de vie au travail, elle ne consiste en réalité qu'à réorganiser le pilotage des missions et l'exécution des tâches de travail pour les adapter aux pénuries d'emplois et aux contraintes budgétaires.

Si le changement est passé sur l'hexagone, il n'est en effet pas arrivé jusqu'à la DGFIP !!! On change quelques hommes, on modifie le vocabulaire et on poursuit avec les mêmes recettes éculées :

- On continue avec les suppressions d'emplois
- On amplifie la baisse des plans de qualification
- On réduit les budgets de manière drastique

Enfin, idée géniale, faire bosser les agents eux-mêmes sur la recherche de simplifications censées améliorer leur sort, mais qui, en fait, permettront surtout de continuer à supprimer leurs emplois.

Ce qu'ont déjà exprimé les agents à maintes reprises, c'est qu'il fallait des emplois et des augmentations indiciaires.

La CGT Finances Publiques met en garde les personnels contre cet outil d'accompagnement des réformes liquidatrices pour nos missions et nos emplois ! Ne scions pas la branche, ô combien fragile, sur laquelle nous sommes assis.

Boycottons !

La CGT invite les agents à ne pas participer à cette mascarade, mais elle entend dans le même temps apporter les vraies réponses aux questions posées dans ce questionnaire, sans langue de bois.

Vous trouverez donc ci-dessous le questionnaire avec nos réponses :

Le questionnaire et les réponses que nous vous proposons :

I) VOTRE METIER DE DEMAIN

1) le poste et le cadre de travail : quelles améliorations, quelles innovations vous paraîtraient les plus utiles ?

- une baisse des charges de travail par l'augmentation des effectifs,
- un arrêt de la course aux stats,
- des applications performantes et adaptées, car on est actuellement loin du compte ! les simplifications se traduisent en fait par davantage de complexité et moins de lisibilité (au sens propre !) pour des agents de plus en plus débordés !

2) Quelles formations seront indispensables (nature et modalités) ?

- une formation initiale de qualité avec une durée adaptée
- une formation continue répondant à l'attente des agents, assortie d'une bonne info dans les services

3) De quel soutien au quotidien aurez-vous besoin ?

- une hiérarchie compétente et humaine. Les cadres ne doivent plus être de simples managers soumis aux diktats des stats et des indicateurs, mais des agents à part entière, qui apportent, comme c'était le cas autrefois, un soutien technique aux agents qu'ils encadrent.

4) Quelles sont vos principales attentes relatives à votre métier pour l'avenir ?

- une reconnaissance financière par l'augmentation du point d'indice
- un rattrapage de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 10 ans
- une reprise d'ancienneté acquise dans le privé pour tous les agents entrés dans la Fonction Publique avant 2005

II) LA DGFIP DE DEMAIN

5) Quelles devraient être les valeurs de la DGFIP ?

- égalité devant l'impôt
- reconnaissance du travail collectif et arrêt de la mise en concurrence des agents

6) Comment peut se manifester le sentiment d'appartenance à la DGFIP ?

Tout est fait aujourd'hui à la DGFIP pour favoriser l'individualisme, alors que le "sentiment d'appartenance" doit signifier "intérêt commun" et "travail et mérite collectifs".

7) Comment voyez-vous la relation avec les usagers ?

- avoir les moyens et le temps d'être réellement au service du contribuable
- donc privilégier la qualité à la rentabilité !

8) Comment voyez-vous la relation avec les partenaires de la DGFIP ?

-- elle doit être améliorée, basée sur la qualité de notre travail, et donc en ayant les moyens, en personnel et matériel, d'assurer cette qualité.

9) Quelles seraient les formes de reconnaissance et de motivation les plus pertinentes ?

- augmentation immédiate du point d'indice
- avancement accéléré pour tous
- intégration des primes dans le calcul de nos pensions de retraite
- abrogation du jour de carence afin que les agents ne soient plus coupables d'être malades !

10) Quelles sont vos principales attentes concernant la DGFIP de demain ?

- un retour à un vrai service public chargé d'établir et collecter l'impôt de manière juste et équitable à hauteur des possibilités contributives de chaque citoyen
- qu'on fasse payer la crise à ceux qui en sont responsables (les banques et les spéculateurs) mais pas aux agents et aux usagers en leur demandant de participer à ces foutues enquêtes qui n'ont pour but que de les sacrifier sur l'autel des économies budgétaires !

III) AUTRES PERSPECTIVES A EVOQUER : question ouverte

- retour de la Cessation Progressive d'Activité
- respect et amélioration du dialogue social
- Passage automatique non contingenté au 8ème échelon de la catégorie C
- Possibilité de surcotiser au titre du temps partiel sans limitation de durée
- Titularisation de tous les contractuels
- Arrêt des fermetures des petites trésoreries et réimplantation en milieu rural partout où cela s'avère nécessaire, au nom de notre mission de service public, et compte tenu des besoins accrus de populations de plus en plus vieillissantes et dépendantes.
- etc....